



Communiqué de presse du 23 octobre 2016

Les réunions d'ouverture à la concertation sont terminées

Les 3 réunions d'ouverture de la concertation sur le projet de la nouvelle ligne Provence Alpes Côte d'Azur (LNPCA) ont permis de mieux faire connaître la nécessité d'un tel investissement en complétant les ateliers de saturation et de développement durable qui s'étaient tenus au cours du deuxième trimestre 2016 et qui avaient démontré que seule cette nouvelle infrastructure ferroviaire permettrait d'assurer un développement harmonieux de notre région et le bien-être de ses habitants.

Déjà dans les années 1970, il était devenu évident que le Réseau ferroviaire construit depuis plus d'un siècle et devenu vieillissant, ne permettait plus, même modernisé, d'assurer la circulation d'un nombre de trains toujours plus important pour faire face à l'augmentation du nombre de déplacements et à la concurrence des autres modes tels que la route et l'avion, mais aussi pour accompagner le développement de la France avec le seul moyen de transport propre existant. De nouvelles infrastructures ont donc été construites, permettant de libérer des sillons sur les lignes classiques et diminuer d'une manière significative les temps de parcours. Ainsi sont nées les lignes LGV. Les bilans LOTI de tous ces projets ont montré, à posteriori, leur incontestable utilité. Il ne viendrait à l'idée de personne, aujourd'hui de trouver que ce fut une mauvaise idée. A noter que les ancêtres de la Cour des Comptes y étaient à l'époque opposés.

Même si la grande vitesse n'est pas une fin en soit, augmenter le nombre de trains est de plus en plus indispensable si l'on veut vraiment lutter contre les émissions de gaz à effet de serre de la route. Rappelons que la pollution routière (dont les bus) est responsable de 48 000 morts en France chaque année et que sur Provence Alpes Côte d'Azur plus de 600 000 personnes sont soumises à une pollution qui dépasse les normes admissibles.

La modernisation des lignes classiques, nécessaire, ne suffira pas à tenir les objectifs que s'est fixée la COP 21. Prétendre qu'un imaginaire « tout TGV » est responsable de la dégradation du réseau existant est un raccourci facile : c'est bien le tout routier qui a été et est encore privilégié, avec notamment une extension sans précédent des autoroutes.

Alors oui, il faut continuer d'investir dans les nouvelles infrastructures ferroviaires nécessaires tout en entretenant et modernisant les lignes classiques afin de pouvoir lutter contre le réchauffement climatique tout en gardant un transport public de qualité. C'est possible et indispensable.

Alain PATOUILLARD

Président de l'Association TGV Développement Var Nice Côte d'Azur